

ABC Life Literacy Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

La formation axée sur les compétences vient en tête de liste des défis que doit relever le Canada dans ses efforts pour rétablir sa croissance économique. Des organisations comme la Chambre de commerce du Canada et le Conseil canadien des chefs d'entreprise l'ont relevé dans des rapports importants rendus publics cette année, se joignant à de nombreux autres qui disent la même chose depuis un certain temps. En juillet, le CCCE a déclaré que le véritable problème est clairement systémique car il vise le décalage entre les emplois de la prochaine décennie et le niveau de connaissances des diplômés canadiens actuels [...] Il est évident depuis un certain moment déjà que le pays n'a pas suffisamment de diplômés qualifiés pour répondre à la demande actuelle et encore moins à la demande future. Il existe un lien entre les compétences poussées mentionnées dans ces rapports, les compétences en alphabétisation et les compétences essentielles (neuf au total) déterminées par le gouvernement du Canada. Ces compétences essentielles vont beaucoup plus loin que l'alphabétisation pour inclure des éléments comme la numératie, la résolution de problèmes, l'utilisation de documents et les compétences numériques. Ces compétences constituent des exigences clés de la majorité des emplois au Canada aujourd'hui, et pourtant, de nombreux Canadiens en sont privés. Pour que les Canadiens puissent acquérir les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la croissance économique, il faudra aider bon nombre d'entre eux au niveau de leurs compétences essentielles et en alphabétisation. Les données les plus récentes dont nous disposons indiquent que 42 % des Canadiens en âge de travailler (plus de 16 ans) ont de faibles compétences en alphabétisation. Ce pourcentage est de 55 % dans le domaine de la numératie. (Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (EIACA), 2005). ABC Life Literacy Canada (ABC) croit qu'aider les Canadiens à améliorer leurs compétences essentielles et en alphabétisation est une responsabilité partagée des employeurs, des syndicats et des employés, des organisations d'apprentissage pour les adultes (officielles et communautaires) et du gouvernement. Aucun secteur ni institution ne peut y parvenir seul. Dans son récent rapport intitulé *Développement des compétences dans les collectivités rurales éloignées en période de restrictions budgétaires*, le Comité permanent des ressources humaines mentionnait de nombreux partenariats efficaces entre l'industrie, les établissements d'enseignement et les collectivités. Il faisait remarquer que ces partenariats apportent des économies et des avantages économiques à long terme aux collectivités. ABC presse le Comité permanent des finances de recommander des mesures pour appuyer le maintien des partenariats entre les employeurs, les établissements d'enseignement et les collectivités en matière de formation visant les compétences essentielles et en alphabétisation. Ces mesures favoriseront la croissance économique du Canada.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Lors d'un récent sondage effectué auprès de chefs d'entreprise par ABC Life Literacy Canada, 80 % des répondants ont indiqué avoir de la difficulté à trouver des employés qualifiés, et près de la moitié d'entre eux attribuait cette difficulté au faible niveau d'alphabétisation et de compétences essentielles des travailleurs. Dans la même étude, 76 % des cadres indiquaient que l'alphabétisation constitue un problème important et que plus du tiers des employés ne possèdent pas les compétences essentielles adéquates. Pour favoriser l'augmentation des emplois, il faut développer une main-d'œuvre capable de combler les besoins des employeurs. Pour ce faire, il faut aider les Canadiens à améliorer leurs compétences en alphabétisation et leurs compétences essentielles. Dans le cadre d'une étude antérieure réalisée par ABC, il a été clairement établi que la majorité des employeurs et des Canadiens croient que l'amélioration des compétences essentielles des Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada est bien placé pour utiliser ses ressources en formation axées sur les compétences pour inciter les employeurs et la main-d'œuvre canadienne à développer et à maintenir la formation en alphabétisation et en compétences essentielles. Cette initiative doit être continue et ne pas être tributaire du financement de certains projets. Il faut également faire participer tous les intervenants et s'appuyer sur les modèles existants qui démontrent clairement que les entreprises jouent un rôle important à la fois dans le développement des compétences et dans la création d'emplois. À mesure que les Canadiens amélioreront leurs compétences en alphabétisation et en compétences essentielles, nous renforcerons la compétitivité de notre pays. Le Canada sera en meilleure position pour créer davantage d'emplois de grande qualité et favoriser sa croissance économique.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Pour que le Canada connaisse une bonne croissance économique, tous ses citoyens ont besoin des compétences et des possibilités nécessaires pour y contribuer. Comme beaucoup de gens l'ont fait remarquer, la population autochtone, en particulier, augmente plus rapidement que celle d'autres segments de la population canadienne. Pourtant, elle est sous-qualifiée de façon non proportionnelle. Pour corriger la situation, le Comité permanent des ressources humaines a récemment recommandé que le gouvernement du Canada appuie des programmes financés par le secteur privé qui offrent des affectations de travail et de la formation aux Autochtones qui habitent dans des collectivités éloignées du Nord, par exemple par l'entremise d'un crédit d'impôt ou d'une autre mesure. ABC Life Literacy Canada endosse cette recommandation car nous croyons qu'elle peut servir de modèle pour un ensemble plus vaste de mesures visant à appuyer la formation axée sur les compétences essentielles et sur l'alphabétisation. Dans le même rapport, le Comité recommande également que le gouvernement du Canada évalue spécifiquement si le Programme d'apprentissage, d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles pour les adultes répond aux besoins des collectivités éloignées du Nord et, au besoin, d'augmenter le financement accordé à ces régions. Il s'agit d'une recommandation importante que nous pressons le Comité permanent des finances d'endosser.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Lors d'une récente apparition devant le Comité permanent des ressources humaines, la ministre Diane Finley affirmait que de plus en plus, notre productivité dépend de notre capacité de travailler de façon plus intelligente plutôt que de travailler plus fort. Nos plus grands atouts sont nos ressources humaines, sous la forme de personnes qualifiées, éduquées et capables de s'adapter. Travailler de façon plus intelligente signifie embrasser l'économie numérique. Les compétences numériques font partie des compétences essentielles et font défaut à de nombreux Canadiens. Très peu d'emplois n'exigent pas d'être à l'aise avec la technologie numérique. Des employés des restaurants Tim Horton à ceux des grandes industries des ressources naturelles du Canada, tous utilisent une forme quelconque de technologie numérique qui les aide à améliorer la productivité. (Pour une vue d'ensemble plus poussée de cette question, veuillez consulter le récent rapport intitulé Menial No More, produit par la Coalition de l'alphabétisation de l'Ontario.) Il s'ensuit que si quelqu'un a de la difficulté avec les compétences essentielles et les compétences de base en alphabétisation, comme c'est le cas de neuf millions d'adultes canadiens, sa capacité d'apprendre, de s'adapter et d'utiliser de nouveaux outils numériques pour réaliser son plein potentiel est limitée. Il n'existe pas de panacée pour améliorer les compétences numériques des Canadiens. En attendant la Stratégie fédérale en matière d'économie numérique, ABC Life Literacy Canada continue de presser le gouvernement du Canada de s'assurer de s'appuyer sur les partenariats stratégiques et les collaborations dont nous avons discuté dans les réponses aux questions 1 et 2. Nous prions également le gouvernement de s'assurer que les compétences numériques fassent partie de tous les programmes de formation fédéraux à venir, afin de garantir que les Canadiens puissent développer ces compétences dans le cadre de programmes exhaustifs.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les ententes fédérales-provinciales relatives au marché du travail et les ententes de mise en œuvre relatives au développement du marché du travail prendront fin bientôt. Ces importantes ententes bilatérales ont permis de mettre en place une infrastructure de formation axée sur les compétences qui prend en compte les besoins des administrations provinciales et territoriales. Évidemment, il reste encore beaucoup à faire. Le renouvellement et le renforcement de ces ententes sont importants pour assurer le maintien des programmes d'innovation et de développement des compétences actuellement en cours dans les provinces. À notre avis, cet élément fait partie intégrante du développement économique et de la croissance de notre pays. Nous pressons le Comité permanent des finances de recommander que les ressources nécessaires continuent d'être investies dans les ententes relatives au marché du travail et les ententes de mise en œuvre relatives au développement du marché du travail.